

TDR, ADMINISTRATION ET AGENDA

Symposium

Sortir du sous-développement : quelles nouvelles pistes pour l'Afrique de l'Ouest ?

I – CONTEXTE

Le problème de la réflexion sur le développement et conséquemment de la formulation et de la mise en œuvre des politiques de développement demeure objet de débats actuels notamment sur la scène africaine. Il faut remonter un peu en arrière dans le temps pour constater que ces questions ne sont pas totalement nouvelles. Déjà la période couvrant la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à la fin des années 50 marque l'émergence des premières analyses consacrées à la question du développement. On cherche alors à comprendre les facteurs explicatifs du retard et des écarts observés entre les pays industriels et les pays sous-développés.

Plusieurs concepts et approches de développement, du reste, non appropriés par les dirigeants et intellectuels africains. Ont été avancés depuis les indépendances à nos jours:

- ➔ **décennie 1960** : sous-développement ;
 - ➔ **décennie 1970** : pays en voie de développement ou en émergence, transfert de technologie ;
 - ➔ **décennie 1980** : notion de l'environnement avec le sommet mondial à Rio en Juin 1992 ;
 - ➔ **décennie 1990** : plusieurs concepts à la fois : développement durable, démocratisation de l'Etat et de la société, l'Etat de droit et la bonne gouvernance ;
 - ➔ **décennie 2000** : lutte contre la pauvreté, mondialisation de l'économie, etc.
- Ces différentes approches ont produit les modèles de développement comme
- ➔ l'exploitation par la partition et l'hégémonisme (période coloniale)
 - ➔ le néocolonialisme et les concepts de développement qui l'ont alimenté avec pour corollaire une croissance sans développement
 - ➔ le néolibéralisme des années 1981 à partir des programmes d'ajustement structurel entraînant la destruction des grands équilibres de la société et le développement exceptionnel de la pauvreté
 - ➔ la mondialisation de l'économie entraînant la démocratisation de l'Etat et de la société et les crises socio-politiques aiguës dans la sous-région
 - ➔ la crise financière actuelle et les faillites de l'approche néolibérale.

Aujourd'hui l'analyse du développement semblent se focaliser presque exclusivement sur les facteurs d'accélération de la croissance et de modernisation des économies. En effet il est apparu au cours de la période couvrant les années 60 et 70 une prise de conscience rapide en Afrique et en Asie admettant que la consolidation de statut politique sur la scène mondiale ne peut être assurée que si la croissance économique et le développement suivent et permettent la création d'un flux de richesses abondant, garantissant le bien-être de l'ensemble des populations.

On admet alors qu'il faut engager ces économies dans un processus d'industrialisation qui accroît la production. Un accent particulier est mis sur les obstacles structurels internes et sur les facteurs qui dans ces économies doivent être mobilisés pour enclencher une dynamique de croissance autoentretenue.

La convergence des analyses en faveur des transferts massifs de capitaux financiers des économies en développement s'explique par le fait que les diverses théories prennent appui sur l'exemple des pays développés où le développement industriel a joué un rôle déterminant, où l'accumulation et la mobilisation du capital physique apparaissent comme des facteurs décisifs. Pourtant les résultats du développement industriel sont demeurés modestes. Les stratégies d'industrialisation par substitution aux importations misent en place avaient de faibles relations avec le secteur agricole. En somme les performances se sont révélées décevantes.

Si les questions de croissance et de développement avaient retenu l'attention des économistes classiques depuis A. Smith, l'économie du développement fait son apparition comme nouvelle branche de la Science économique dans les années 1950 alors que de nombreux pays accèdent à l'indépendance en Afrique et en Asie. On assiste ainsi à l'émergence du Tiers monde, ce qui explique le regain d'intérêt pour l'étude des économies en développement.

Les travaux des « pionniers » prennent deux directions : certains considèrent que le sous-développement est en fait un retard de développement (W. Rostow, R. Nurkse, A. Lewis) tandis que d'autres, les structuralistes, le voient comme un phénomène historique lié à la désarticulation des structures productives (R. Prebisch, F. Perroux, G. Myrdal, A. Hirschman). Les solutions préconisées sont plutôt interventionnistes et fondent les projets de développement autocentrés, basés sur les stratégies de substitution aux importations.

La Conférence de Bandoeng a hâté la mise en place de nouvelles institutions internationales chargées de mettre en œuvre le modèle de développement défini par les Etats industrialisés :

- ➔ 1956 : création de la Société financière internationale pour favoriser les investissements privés
- ➔ 1958 : création d'un fond spécial des Nations Unies pour le développement économique, qui fusionnera en 1965 avec le Programme élargi d'assistance technique, institué lui en 1949, pour former le Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD
- ➔ 1964 et 1966 : banques régionales de développement pour l'Afrique et pour l'Asie

En 1962, l'Assemblée Générale des Nations Unies proclame la première décennie des Nations Unies pour le Développement. Il est précisé dans le Rapport du Secrétaire Général que « le développement n'est pas simplement synonyme de croissance économique ; c'est une croissance économique accompagnée de transformations » (« Décennie des Nations Unies pour le Développement, Mesures proposées, Rapport du Secrétaire Général, New-York, 1962, cité par G. Rist op. cit. p. 149). Malgré le bémol, précisons que dans ce rapport la croissance reste le noyau dur du développement.

Dans les années 1960 est posé le cadre dans lequel se dérouleront les futures actions en faveur du développement. Les décennies 70 et 80 ont vu fleurir de nombreuses

expériences et propositions parfois diamétralement opposées qui eurent plus ou moins de retentissement sur le plan international : de la « self-reliance » (ou développement autocentré) de Julius Nyerere, en passant par les propositions pour un Nouvel Ordre Economique International, jusqu'aux programmes d'ajustement structurel.

Dans les années 1960 et 1970, le mouvement tiers-mondiste va profiter du relatif échec de ces expériences pour avancer l'idée que le sous-développement est la conséquence de la domination des pays capitalistes développés sur les pays du Tiers monde, ce qui rend tout rattrapage impossible. C'est à cette période que s'affirment les théories de la dépendance, basées sur une analyse centre-périphérie (C. Furtado, S. Amin, P. Baran), et les théories néo-marxistes de l'échange inégal (A. Emmanuel).

Le ralentissement économique des années 1970 consécutif à la crise du capitalisme, et la crise de la dette largement provoquée par le retournement des politiques monétaires et la libéralisation financière, vont mettre à mal les approches hétérodoxes du développement et l'on assiste alors à un virage libéral au début des années 1980. L'heure est à l'application du consensus de Washington par l'intermédiaire des Plans d'Ajustement Structurel. L'objectif est d'intégrer les pays en développement au sein du marché mondial en construction.

Après plus d'un demi siècle de politiques de développement, la situation des pays du Tiers monde n'est guère reluisante. Il y a, par exemple, toujours 2,9 milliards de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour ; les sept plus grosses fortunes du monde possèdent ensemble plus que le PIB total du groupe des 49 pays les moins avancés (PMA) où vivent 650 millions d'individus ; au rythme actuel, le PNUD considère qu'il faudrait 130 ans pour éliminer la faim dans le monde.

A l'échec de toutes ces prétendues décennies du développement, qui n'ont pu réaliser leur objectif de satisfaction des besoins humains essentiels, s'ajoute la multiplication des désastres écologiques constatés et annoncés à cause d'un fonctionnement de l'économie mondiale qui a pour seule boussole le profit maximum immédiat.

Face à ce double désastre, social et écologique, on voit émerger aujourd'hui plusieurs réactions venues d'horizons opposés :

■ La première est celle des institutions financières internationales, celles-là mêmes qui ont mené et continuent de mener les politiques libérales d'ajustement, et qui tentent d'habiller celles-ci du pseudo paradigme de la « bonne gouvernance » et d'un objectif affiché de « lutte contre la pauvreté ».

■ La seconde est celle des institutions politiques internationales, surtout l'ONU et son PNUD, qui ont réussi à faire accepter le concept de « développement soutenable » ou « durable » comme nouvel objectif mondial, au point que pas un gouvernement, pas une institution, pas une grande entreprise, ne le reprenne à son compte, et l'on ne voit guère d'ONG ou de représentants des mouvements sociaux qui ne fassent de même ; cette unanimité suspecte semble prouver que le concept a besoin d'être précisé et qu'il lui manque pour l'instant un contenu se démarquant véritablement des échecs passés.

■ La troisième est celle d'un courant, lui-même issu de plusieurs sources, qui, prenant acte du double échec mentionné ci-dessus, se positionne sur une ligne de refus du développement, au motif que celui-ci, né en occident, ne pourrait être que l'expression de la domination économique, politique et culturelle de l'occident sur le reste du monde, et qu'il conviendrait donc de se projeter dans un « après-développement ».

L'irruption des pays émergents dans les relations économiques internationales, la fin de l'antagonisme Est-Ouest, la répétition des crises et l'aggravation de la situation des pays les plus pauvres vont forcément changer la manière de systématiser le développement. Car aujourd'hui, en l'espace de moins de 50 ans, de considérables écarts de développement différencient aujourd'hui les pays qualifiés auparavant de « sous-développés. »

Toutes ces considérations mais surtout la crise profonde du système néolibéral imposent à tout le monde de revisiter toutes les approches de développement et de revoir les

paradigmes en cours. L'idéologie néolibérale n'est-elle pas synonyme de crises récurrentes ? Que vaut le profit comparé au partage équitable ?

II - OBJECTIF GENERAL

L'objectif général est de permettre aux universitaires et chercheurs, aux professionnels du développement, aux décideurs politiques et aux acteurs de l'intégration régionale et aux intellectuels de réévaluer le concept du développement 50 ans après les Indépendances et toutes ses implications à la fois économiques, sociales, culturelles et politiques en Afrique. Pour cela, il faudra d'abord élucider le concept, sa signification, ses formes, son mode de fonctionnement en s'appuyant à la fois sur le référentiel théorique et sur les expériences pratiques dans le monde et en Afrique.

III – OBJECTIFS SPECIFIQUES

Le Symposium devrait permettre la constitution de groupes de réflexion et de recherche pluridisciplinaires, interdisciplinaires, voire transdisciplinaires sur les questions du développement et de l'intégration sous-régionale en vue de :

(i) aider les décideurs par une réflexion libre sur toutes les questions qui peuvent contribuer à faire avancer le développement dans le contexte international d'incertitude et de risque,

(ii) faciliter l'utilisation des résultats de la recherche dans la prise de décisions,

(iii) contribuer à mettre en place une *think tank* régionale avec l'implication de la diaspora pour éclairer davantage la prise de décision et donner plus d'intérêt à l'intégration comme levier de développement.

IV - THEMATIQUE DU SYMPOSIUM

Pour ce faire, à la lumière des expériences passées, ce Symposium mettra en débat ces différentes conceptions du développement et tentera de répondre aux interrogations suivantes qui feront chacune l'objet d'un thème de session:

1. Crise du modèle de développement : refus ou renouvellement des théories économiques du développement ?

La théorie économique a connu des progrès considérables pouvant méthodologiquement contribuer à la compréhension et à la relance du développement. Les approches en terme de croissance endogène, la théorie des institutions, la prise en compte de l'information imparfaite dans la nouvelle macroéconomie et de la nouvelle microéconomie en sont des illustrations.

Les faibles résultats des politiques d'ajustement, la montée de la pauvreté et les rigidités structurelles permettent de réaliser d'une part qu'il faut d'autres objectifs que la simple croissance du PIB et d'autre part le développement de l'Afrique nécessite de profondes transformations qui ne sauraient être subordonnés aux simples exigences de réformes à court terme.

Comment critiquer le modèle de développement mené jusqu'à maintenant sans tomber dans le relativisme culturel ? A l'inverse, comment construire un nouvel universalisme qui ne soit pas une nouvelle version de l'occidentalisme ? Comment favoriser la pluralité des

expériences locales, nationales ou régionales tout en préservant l'autonomie de chaque peuple ? Que penser des quelques tentatives de constructions d'alternatives au Sud visant à s'affranchir de la tutelle des institutions financières internationales et des pays occidentaux (action du G3, du G22, du groupe de Cairns, attitude de l'Argentine et du Brésil face au FMI, OMC...) ? Est-ce que l'aide peut elle contribuer à un développement endogène ? Quel type de partenariat peut conduire à une meilleure efficacité de l'aide dans un contexte multipolaire de ressources financières ?

2. Croissance et développement.

L'objectif est ici de réfléchir aux relations qu'entretiennent croissance et développement. Les théories modernes de la croissance endogène établissent que le taux de croissance d'une économie est très corrélé au type de politiques économiques, au niveau d'avancement technologique et de connaissances et à la qualité des institutions de gouvernance.

Au niveau de la technologie et son lien avec la recherche, l'Afrique ne semble pas trouver de solutions appropriés pour le secteur privé et le monde rural ; ce qui ne conduit pas à une croissance suffisamment forte pour l'amélioration du bien être des populations. Les présentations devraient s'appuyer sur des expériences empruntées au continent ou à ailleurs notamment les pôles de compétitivité en Asie.

Pour certaines études, les problèmes de croissance en Afrique sont liés aux mauvaises politiques économiques, à l'insuffisance des infrastructures de base et du capital physique, aux faibles niveaux du capital social, à l'absence de droits politiques ainsi qu'au manque d'ouverture commerciale. Les ressources humaines font également défaut et la dépendance vis-à-vis de l'aide constitue un frein important. Pour d'autres études (Banque mondiale 2000), seule la prise de mesures urgentes destinées à améliorer la gouvernance, à mettre un terme aux conflits, à investir dans les populations, à accroître sa compétitivité, à diversifier les économies, à réduire sa dépendance vis-à-vis de l'aide publique extérieure et à renforcer ses différents partenariats, pourrait permettre à l'Afrique de relancer son développement.

La croissance est-elle le préalable indispensable au développement ? Dans ce cas, quel doit être le contenu de cette croissance et comment la justifier ? Dans le cas contraire, la question de la décélération de la croissance est-elle recevable et si oui, à quelles conditions ? Peut-on accepter la thématique du « développement durable » alors qu'elle sert de plus en plus de paravent à la poursuite éternelle d'une croissance économique simplement mâtinée d'activités de réparation écologique ? En outre, comment la technologie peut elle être développée sur des bases endogènes et /ou être acquise par transfert technologique programmée par une planification ?

3. Développement et réduction de la pauvreté : Quelle vision du développement est derrière cette stratégie ?

En réponse à des critiques grandissantes et après le constat d'échec récurrent des PAS, les Institutions de Bretton Woods ont procédé à des révisions dans leurs approches des pays du Sud. Elles ont substitué au Consensus de Washington qui était une approche économique fondée sur un libéralisme des plus orthodoxes à une nouvelle stratégie qui intègre comme priorité la réduction de pauvreté, la lutte contre la corruption et les inégalités ainsi que la nécessité d'une bonne gouvernance et davantage de démocratie.

L'amélioration du bien-être humain, censée être l'objectif du développement, est en passe d'être remplacée par des Stratégies de réduction de la pauvreté. Des ressources considérables sont mobilisées pour les études sur la pauvreté. Quelle est le degré de pertinence des évaluations du profil des pauvres ? Les recherches menées pour mesurer le

bien-être avec d'autres indicateurs que le PIB (Indice de Développement Humain, Genuine Progress Indicator, Indicateur de santé sociale, Indicateur de richesse économique, sociale et écologique, Indicateur de développement soutenable, Barème des inégalités et de la pauvreté, etc.) offrent-elles une alternative pour prendre en compte, concevoir et promouvoir des activités créatrices de richesses socialement et écologiquement soutenables ?

4. Capital social (physique, humain) et développement : rôle de la société civile, des réseaux

Le concept de capital humain désigne la population valorisée par l'éducation et la santé. Il faut expliciter un peu plus les raisons qui fondent l'investissement dans le capital humain. Il est maintenant établi que dans un marché où les produits, les capitaux et les technologies circulent et s'échangent librement, ce sont les ressources humaines qui différencient les performances des divers pays. En conséquence, l'investissement dans l'éducation se présente comme une composante essentielle de la politique économique. Il est alors établi que pour un niveau donné de PIB par tête, les pays à fort taux de scolarisation ont enregistré un taux de croissance plus élevé que celui des pays à faible taux de scolarisation.

Voilà pourquoi le PNUD, les DSRP, les OMD et le NEPAD font de l'accumulation du capital social un moyen privilégié des schémas de croissance. Quel est l'apport des ressources humaines, de l'économie du savoir et de l'innovation dans le développement des pays de la CEDEAO ? Quelle peut être le rôle de la société civile dans le développement ? Quelle est sa capacité à influencer les prises de décisions sans risque de crise identitaire ?

5. Le développement par l'intégration

L'accélération et l'approfondissement de l'intégration régionale est une nécessité impérieuse dans la mondialisation multipolaire faite de blocs de haute compétition. Dans ce cadre, l'intégration régionale est un outil permettant de faire avancer les pays africains. Pour qu'elle soit efficace, elle doit faire partie d'une stratégie globale de développement. Elle devrait permettre aux Etats africains de prendre en charge collectivement leur développement économique et faire face aux chocs exogènes.

L'intégration ne doit plus être un leitmotiv ; elle doit s'appuyer sur des projets prenant en compte les intérêts des populations à la base. Cette construction de l'intégration mettra en avant un processus stratégique se substituant à une intégration émotive faisant uniquement référence aux valeurs historiques et culturelles. Cette intégration ne doit pas être un prétexte d'autarcie avec les Etats nations qui font obstacle au processus de construction du marché commun en protégeant leur recette fiscale. Elle ne doit pas non plus ignorer le processus de mondialisation.

Pour les Etats membres de la communauté, le fondement le plus sûr et le plus viable pour un développement soutenu n'est-il pas l'intégration ? Dans ce cas, quels sont les défis économiques, politiques, institutionnels auxquels la région est confrontée dans sa quête d'une intégration économique et monétaire pour un développement accéléré ? Comment redéfinir les objectifs de développement pour qu'ils s'inscrivent davantage dans une dynamique intégrationniste ?

6. Approches institutionnelles et politiques du développement

Il s'agit de faire sur la démocratie et surtout le rôle de l'Etat africain dans le développement, la gestion des conflits et l'aménagement du territoire. L'Etat africain est au cœur de la répartition, il peut être l'otage de groupes d'intérêts à la recherche de rente. Une telle situation conduit à un marché politique inefficace, faisant apparaître rarement les hommes charismatiques, car le coût d'entrée sur ce marché est élevé et risqué.

Quelles sont les natures et la typologie des Etats africains ? Quelles sont les réformes à mettre en œuvre pour une meilleure efficacité de l'Etat ? Comment combattre la corruption ? Quel type de démocratie est compatible avec la société africaine ?

7. D'autres thèmes dont les contours doivent être redéfinis seront à l'étude comme par exemple :

- Les approches endogènes : quelles perspectives possibles pour le développement ? Que vaut le profit comparé au partage équitable ? La solidarité africaine n'est-elle pas construite sur le partage équitable ? (exemple de la société Lobi à cheval sur le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Ghana où le surplus agricole d'un paysan est donné au chef du village pour soulager les pauvres. De ce geste il en a résulté l'expression « rendre gorge »).
- Les mécanismes et formes de mobilisation des acteurs du développement : les patronats de tous ordres, les organisations de la société civile, les syndicats de producteurs, les acteurs institutionnels
- Le rôle du financement endogène dans le développement : liens entre développement financier et croissance.

Chaque thème fera l'objet d'une Session à l'intérieur desquelles seront débattu toutes les communications et leurs recommandations pour l'action et la recherche.

V ORGANISATION DU SYMPOSIUM

VI.1 Genèse

Voici un peu plus de cinquante ans est née l'espérance du développement économique et social pour des millions des pays anciennement colonisés. Cette espérance a toujours aussi grande pour les peuples africains que l'avait été le socialisme pour les prolétariats des pays occidentaux. Les décideurs politiques, les techniciens, les élites et les sociétés civiles l'ont intériorisé et présenté aux peuples comme la solution ultime de tous leurs problèmes. Les médiocres résultats, bien que contrastés, du développement de l'Afrique sub-saharienne, appellent à réexaminer le concept du développement et de toutes ses implications dans le cadre de référence de l'espace de la CEDEAO. S'agit-il d'une crise du développement ou de celle des théories du développement ? En effet, les économistes ont longuement débattu, élaboré des stratégies et des politiques, construit des modèles abstraits robustes malgré tout, les résultats du développement restent toujours modestes.

Pr BAMBA N'galadjo Lambert, Commissaire chargé des Politiques Macroéconomiques de la CEDEAO, a institué un groupe de travail, présidé par le Professeur Moustapha KASSE, Doyen Honoraire et membre des Académies pour la préparation scientifique et technique de cette grande manifestation. Il est composé d'universitaires et chercheurs, de professionnels du développement et des responsables de la recherche au Département des Politiques Macroéconomiques en vue d'évaluer le Concept du développement et toutes ses implications dans l'espace de la CEDEAO par l'Organisation d'un Symposium de trois jours à Ouagadougou (Burkina Faso) entre Février et Mars 2010.

Ce Groupe de travail transformé en Comité Scientifique a pour mission :

- Approbation des TDR du Symposium ;
- Validation du contenu scientifique du Symposium ;
- Appel à communications et sélection des articles ;
- Agenda et Organisation du Symposium ;
- Management des travaux du Symposium afin que les débats débouchent ; sur des recommandations utiles aux décideurs et aux chercheurs ;
- Traitement des Contributions et des Recommandations.

VI.2 Composition du Comité scientifique et d'administration du Symposium

Ce comité scientifique est composé d'éminents chercheurs de la région et aussi en provenance de la diaspora. **Il est présidé** le Professeur Moustapha KASSE, Doyen Honoraire de la Faculté de Sciences et de Gestion à l'UCAD de Dakar (Sénégal) et composé de personnalités suivantes:

1. Professeur Cadnan ATTA-MILLS, Conseiller Présidence du Ghana
2. Professeur John IGUE, Géographe, Ancien Ministre de l'industrie du Bénin, spécialiste des questions spatiales, de l'Etat et des politiques territoriales ;
3. Professeur Adebayo OLUKOSHI, Ancien Directeur du CODESRIA et Directeur de l'IDEP ;
4. Professeur Ebram SALL, Directeur du CODESRIA
5. Professeur Gervasio SEMEDO, Vice Président du Groupe d' Etudes et de Recherches sur la Coopération Internationale et Européenne (GERCIE) à Université François Rabelais de Tours (France).

Ce groupe est complété par le Pr BAMBA N'galadjo Lambert, Commissaire chargé des Politique Macroéconomiques, Dr SYLLA Kalilou, chef de son Cabinet et Dr KOFFI Siméon, Chef de Division Recherche et Développement. Ce comité peut être élargi en fonction des besoins. Les deux collaborateurs du Commissaire coordonneront le Secrétariat.

Pour faciliter la communication, un site WEB est en voie de création.

VI.3 Esprit du symposium

Ce symposium réunira aussi bien les chercheurs de la sous région, de la diaspora que les décideurs. Il sera organisé des séances plénières, des ateliers parallèles ainsi que des tables rondes avec la presse spécialisée à l'effet de mieux impliquer l'ensemble des composantes de la communauté ouest africaine dans les débats sur l'intégration et le développement.

Six contributions présentées en plénières permettront d'ouvrir les discussions à approfondir dans les ateliers. Chaque présentation sera suivie d'un commentaire de spécialiste suivi de débats ouverts aux participants. Les commentaires proviennent de milieux : **académique, politique, journalistique et de la société civile.**

VII/ RESULTATS

Au terme de ce symposium, les résultats suivants sont attendus :

- ➔ un ouvrage de référence et acte du symposium faisant état de la crise du développement en Afrique de l'Ouest et proposant de nouvelles pistes pour le développement sont disponibles ;
- ➔ un cadre de concertation entre les chercheurs de la région, de la diaspora et les décideurs est crée ;
- ➔ les dispositions sont prises pour rendre ce cadre pérenne.

